

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

POUVOIR ADJUDICATEUR EXERCANT LA MAITRISE DE L'OUVRAGE :

SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHE
HOTEL DE VILLE – Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE

OBJET DU MARCHE :

**REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT
DE LA RUE PRIVEE A TALANGE**

Marché suivant procédure adaptée passé en application de l'article 42.2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 34, 38 à 45 et 48 à 64 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 : Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'assainissement de la Barche

Ordonnateur : Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'assainissement de la Barche

Comptable public assignataire des paiements : Trésorerie de Hagondange

Maître d'œuvre : SEBA AI Gr. MERLIN – 110 Rue des 4 Eléments 54340 POMPEY

B71008

| S

| B

| 0

| 2

| D

| C

| E

| A

| E

| 1

| 0

| 0

| 9

| A

ARTICLE 1 - CONTRACTANT

CANDIDAT INDIVIDUEL

POUR LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant en mon nom ou sous le nom de :

.....

Domicilié à :

Téléphone :

Fax :

e-mail :

Numéro d'identification S.I.R.E.T:

Numéro d'inscription au registre du commerce:.....

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

POUR LES SOCIETES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant au nom et pour le compte de

.....

Au capital de

Ayant son siège social à :

.....

Téléphone.....

Fax :

e-mail :.....

Numéro d'identification S.I.R.E.T. :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

POUR LES GROUPEMENTS SOLIDAIRES

COTRAITANT 1 (Mandataire du groupement solidaire)

POUR LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant en mon nom ou sous le nom de

.....

Domicilié à :

Téléphone :

Fax :

e-mail :

Numéro d'identification S.I.R.E.T:

Numéro d'inscription au registre du commerce:.....

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

POUR LES SOCIETES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant au nom et pour le compte de

.....

Au capital de

Ayant son siège social à :

.....

Téléphone.....

e-mail :

Fax :

Numéro d'identification S.I.R.E.T. :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

COTRAITANT 2 :

POUR LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant en mon nom ou sous le nom de

.....

Domicilié à :

Téléphone :

Fax :

e-mail :

Numéro d'identification S.I.R.E.T:

Numéro d'inscription au registre du commerce:.....

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

POUR LES SOCIETES :

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant au nom et pour le compte de

.....

Au capital de

Ayant son siège social à :

.....

Téléphone.....

e-mail :.....

Fax :

Numéro d'identification S.I.R.E.T. :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

ou au répertoire des métiers :

Code APE :

Nota : ajouter autant de pages que de cotraitants.

Après avoir :

- pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières. (C.C.A.P)

- produit les documents, certificats, attestations et déclarations,

- ☐ **M'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations ainsi que les attestations d'assurances visées à l'article 10.7 Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions ci-après définies.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'intégralité des pièces contractuelles du présent marché et seuls les documents conservés chez la personne publique font foi.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

- ☐ **Nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants groupés solidaires, représentés par :
(joindre l'habilitation en annexe de l'acte d'engagement) :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations ainsi que les attestations d'assurances visées à l'article 10.7 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions ci-après définies.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'intégralité des pièces contractuelles du présent marché et seuls les documents conservés chez la personne publique font foi.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2 – PRIX

2-1- MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé « mois zéro » défini dans l'article « Variation de prix » du CCAP.

2-2- MONTANT DU MARCHE

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif est :

Montant H.T. Euros
TVA (Taux de 20 %) Euros
Montant TTC Euros

Montant TTC arrêté en toutes lettres à :

--

2-3- MONTANT SOUS TRAITE

Les déclarations de sous-traitance figurant en annexe au présent acte d'engagement concernent les sous-traitants désignés au moment de la remise des offres. Elles indiquent l'identité de chaque sous-traitant, la nature, le montant maximum des prestations sous-traitées ainsi que leurs conditions de paiement.

Le montant figurant dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations proposées à la sous-traitance conformément à ces annexes est de:

Montant H.T. Euros
TVA (Taux de 20 %) Euros
Montant TTC Euros

Montant TTC arrêté en toutes lettres à :

--

ARTICLE 3 – DÉLAIS D'EXECUTION

Le délai global d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Les phases de réalisation sont imposées par le Maître d'ouvrage. Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service de notification de démarrer.

Le délai maximum d'exécution du marché est de **9 semaines** décomposé comme suit :

- Période de préparation: **3 semaines**
- Délai d'exécution des travaux : **6 semaines**

Le candidat peut proposer un délai d'exécution des travaux inférieur à ce délai plafond sur lequel il s'engage et qui deviendra contractuel :

Le délai d'exécution des travaux proposé par le candidat est de :

..... (exprimé en semaine) hors période de préparation de 3 semaines

ARTICLE 4 – PAIEMENTS ET MODALITES DE REGLEMENTS

4.1 Paiement :

☐ **Entrepreneur unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

Ouvert au nom de :

Etablissement :

Agence :

Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Toutefois le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement solidaire**

En cas de groupement solidaire le paiement des sommes dues se fera sur un compte unique

Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte indiqué ci-dessous du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des titulaires groupés solidaires.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

Ouvert au nom de :

Etablissement :

Agence :

Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Toutefois le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

4.2 Modalités de règlements :

Les modalités de règlement des comptes sont celles définies à l'article 2 du C.C.A.P

ARTICLE 5 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1-Retenue de garantie :

Sans objet.

5.2-Avance :

Une avance peut être accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixée à : **5% du montant prévisionnel TTC du marché.**

Le titulaire sauf s'il s'agit d'un organisme public, est informé qu'il doit justifier pour bénéficier de l'avance **de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00% du montant de ladite avance.** (Dans le cadre d'un groupement solidaire, la garantie devra être fournie par le mandataire du groupement)

Les modalités et le rythme de remboursement de l'avance sont spécifiés à l'article 5-2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent marché.

J'accepte le bénéfice de l'avance :

☐

Oui

☐

Non

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie
- à mes / nos torts exclusifs, ne pas tomber

- aux torts exclusifs de la société (ou du groupement économique) pour laquelle j'interviens, que celle-ci ne tombe pas

- aux torts exclusifs des sociétés pour lesquelles nous intervenons, que celles-ci ne tombent pas
Sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des Marchés Publics ;

Je certifie (nous certifions) sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2, R3243-1 du code du travail et de la Loi 97.210 du 11 mars 97.

Fait à

le

Signature(s) et cachet(s) de l' (des) entrepreneur(s)
habilité(s) pour signer le marché

DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée :

Pour un montant de :€ HT

En toutes lettres.....

A,

le

Le pouvoir adjudicateur (signature)

NOTIFICATION DU MARCHE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous

Reçu à titre de notification une copie du présent marché

A

, le

(Signature et cachet du titulaire habilité à signer le marché)

**ANNEXE N°..... à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou
ACTE SPECIAL**

**Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du
contrat de sous-traitance.**

MARCHE :

-Identification de l'acheteur :

.....SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHE.....
.....HOTEL DE VILLE – Place Jean Burger – 57300 HAGONDANGE.....

-Personne habilitée à donner les renseignements :

.....LE PRESIDENT DU SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHE.....

-Comptable public assignataire des paiements :

.....TRESORERIE DE HAGONDANGE.....

- Nom ou dénomination et adresse du candidat ou du titulaire :

.....
.....
.....

- Objet du marché :

.....
.....
.....

-Numéro du marché (le cas échéant) : Lot n° :

SOUS-TRAITANT :

- Nom, raison ou dénomination sociale :

.....
.....
.....

- Forme juridique du sous-traitant :

.....
.....

- Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

.....
.....

- Adresse :

.....
.....

- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

.....
.....
.....

- Le sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct :
(Cocher la case correspondante.)

☐

oui

☐

non

NB : si aucune des cases n'est cochée, le sous-traitant est réputé renoncer au paiement direct.

NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

- Nature des prestations:

.....
.....
.....
.....

- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Montant HT :€

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE ET MODALITES DE REGLEMENT

- Compte à créditer (joindre RIB ou RIP):

.....
.....
.....

- Nom et adresse de la banque :

.....
.....

- Code établissement

.....

- Code guichet

.....

- N° de compte

.....

- Clé RIB

.....

- Modalités de règlement : (voir CCAP)

- Délai de paiement et intérêts moratoires : (voir CCAP)

- Date (ou mois) d'établissement des prix : voir CCAP
- Modalités de variation des prix : voir CCAP
- Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses : voir CCAP

-Avance :

Une avance peut être accordée au sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

Le montant de l'avance est fixée à : 5% du montant TTC des prestations sous-traitées.

Le sous-traitant, sauf s'il s'agit d'un organisme public, est informé qu'il doit justifier pour bénéficier de l'avance de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00% du montant de ladite avance.

Les modalités et le rythme de remboursement de l'avance sont spécifiés au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent marché.

J'accepte le bénéfice de l'avance :

☐

oui

☐

non

CAPACITES PROFESSIONNELLES ET FINANCIERES DU SOUS-TRAITANT ET DECLARATION DE NON INTERDICTION D'ACCES AUX MARCHE PUBLICS :

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant déclare sur l'honneur

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L.

8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES RESULTANT DU MARCHE PUBLIC

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

ACCEPTATION ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

A , le A , le

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

NOTIFICATION DE L'ACTE SPECIAL AU TITULAIRE

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le